

Le volet agricole

Des engagements qui aggravent la dépendance alimentaire du pays

Le volet agricole de l'Accord de libre-échange Maroc – Etats-Unis a sans doute été le plus difficile à négocier parce que chacun, de part et d'autre, en mesurait la complexité et la sensibilité. Les négociations ont pourtant fini par aboutir, et depuis le premier janvier 2006, l'agriculture marocaine doit faire face à tout un ensemble d'engagements de libéralisation des échanges, signés et ratifiés « une bonne fois pour toutes » et assortis d'un échéancier rigoureusement établi.

Pour apprécier les implications d'un tel accord, il nous faut naturellement commencer par prendre connaissance de son contenu et en saisir pleinement la substance. Nous nous attellerons à cette tâche; mais auparavant, il nous semble qu'une bonne compréhension des termes de l'accord nécessite au préalable, d'une part, un bref aperçu du commerce agricole entre le Maroc et les Etats-Unis d'Amérique, et d'autre part, le rappel des conditions dans lesquelles les négociations se sont déroulées. Nous commencerons donc par donner une idée de l'évolution et de l'état du commerce agricole maroco-américain, puis nous préciserons le contexte et les contraintes des négociations du volet agricole de l'accord de libre-échange désormais en vigueur entre les deux pays.

1. Evolution et structure des échanges agro-alimentaires entre le Maroc et les Etats-Unis d'Amérique

Au-delà des asymétries évidentes relatives aux tailles et aux performances des économies des deux pays, celles qui caractérisent leurs échanges commerciaux n'en sont pas moins considérables (voir dans le cadre de ce même dossier l'article de M. Bensaïd et A. Ihadiyan; voir aussi Chachdi, 2004, et Jaouad, 2006). Ces échanges sont avant tout très faibles. Avec à peine un peu plus de 1 milliard de dollars d'échanges commerciaux, répartis à parts légèrement inégales entre importations et exportations, le Maroc était en 2004 classé au 74^e rang parmi les partenaires commerciaux des Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers, avec ces mêmes échanges, se placent au 7^e rang parmi les partenaires du Maroc, derrière, évidemment, ses principaux partenaires de l'Union européenne et la Russie. Par ailleurs, ces volumes représentent moins de 0,1 % des échanges du partenaire américain,

Najib Akesbi

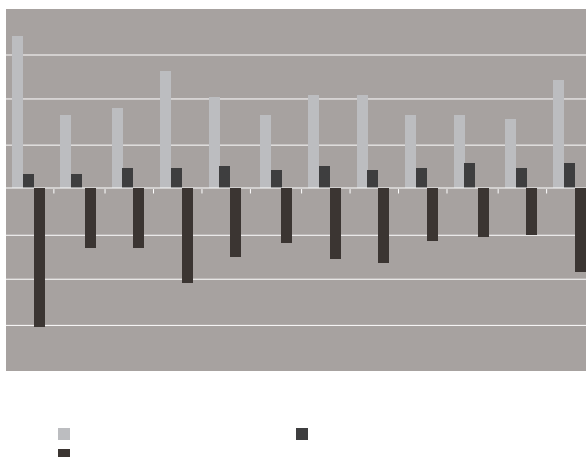
Institut agronomique et
vétérinaire Hassan II,
Rabat

(n.akesbi@iav.ac.ma)

alors qu'ils constituent environ 4 % du commerce extérieur du Maroc. Quant au solde de la balance commerciale, il est systématiquement négatif pour le Maroc, même si le déficit a eu tendance à se réduire ces dernières années.

Au niveau des échanges agricoles et agroalimentaires, il faut d'abord noter que pour le Maroc ceux-ci ont représenté – en 2004 – près de 33 % des importations et 18 % des exportations réalisées avec les Etats-Unis. Comme on peut le constater sur la figure suivante, le niveau des échanges agroalimentaires entre les deux pays a peu évolué au cours des quinze dernières années. Tout en restant contenues dans des limites assez stables, les importations comme les exportations fluctuent d'une année sur l'autre, principalement en raison des résultats des campagnes agricoles au Maroc.

Figure 1
Evolution des échanges agroalimentaires avec les Etat-Unis



Source : Jaouad, 2006.

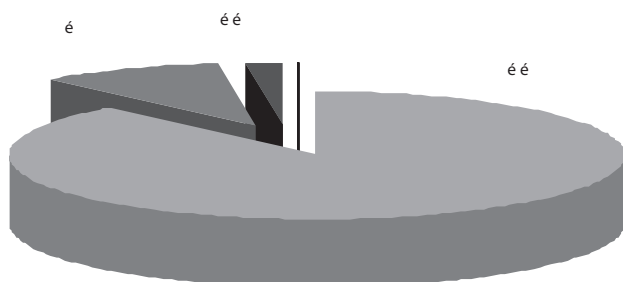
Le déficit de la balance commerciale agroalimentaire reste pour le Maroc important, et le taux de couverture des importations par les exportations agricoles atteint à peine 23 % en 2004.

Les structures de ces échanges apparaissent pour le Maroc fortement concentrées sur quelques produits : les céréales pour les importations et les conserves végétales pour les exportations. On peut constater sur la figure 2 que les importations agricoles marocaines en provenance des Etats-Unis reviennent pour l'essentiel à deux groupes de produits : les céréales (blé et maïs) qui en représentent déjà plus de 88 %, et les oléagineux (huile et graines) qui s'accaparent quasiment le reste (11 %).

A leur tour, les exportations sont largement concentrées sur les conserves végétales (69 % du total) et, dans une moindre mesure, l'huile d'olive (17 %). Les agrumes représentent à peine 5 % des volumes exportés, tandis que la part des autres produits, notamment des légumes frais et des fleurs, demeure contenue en dessous de 1 %.

Figure 2

Structures des importations agroalimentaires marocaines des USA



Source : Office des changes, Balance commerciale 2005.

Figure 3

Structures des exportations agroalimentaires marocaines vers les USA



Source : Office des changes, Balance commerciale 2005.

Cet aperçu sur l'évolution et les structures des échanges agroalimentaires entre le Maroc et les Etats-Unis d'Amérique étant présenté, nous pouvons à présent passer à l'examen de l'accord en question, mais en prenant soin auparavant de clarifier le contexte et les contraintes qui ont marqué le cours des négociations ayant conduit à la conclusion de l'accord.

2. Contexte et contraintes des négociations du volet agricole de l'ALE Maroc-USA

Dès le premier round des négociations en janvier 2003, les divergences entre les deux parties apparaissaient considérables, pour ne pas dire inconciliables. En effet, de prime abord, la partie marocaine s'était appliquée à expliquer le caractère spécifique, hautement vulnérable et donc

excessivement sensible du secteur agricole marocain pour justifier l'adoption à son égard du principe de « l'exception agricole ». L'ouverture pour les négociateurs marocains exigeait au préalable la mise à niveau du secteur et ne pouvait donc au mieux se faire qu'au rythme de la réalisation des réformes à entreprendre. Il en découlait qu'aucun engagement préalable et définitif ne pouvait être pris tant que les réformes n'avaient pas commencé à produire leur effet. En somme, la démarche proposée était quasiment la même que celle qui avait été adoptée avec l'Union européenne quelques années plus tôt, et c'est pour cela que très logiquement, la partie marocaine avait demandé d'insérer une clause de rendez-vous pour évaluer une première expérience de libéralisation limitée et avancer ensuite à la lumière des résultats qui auraient été obtenus et analysés (Benmansour, 2003).

Or la partie américaine de son côté s'est voulue de prime abord tout à fait « intraitable » sur la question de principe : le secteur agricole est un secteur comme les autres, affirma-t-elle, et il n'est pas question de le faire bénéficier d'une quelconque « exception ». Jusqu'au bout, elle refusera donc un accord de type « Union européenne », pragmatique, progressif, révisable et amendable dans le temps. Par contre, elle expliquera qu'elle recherche un accord global qui officialise dès sa signature l'engagement solennel du Maroc d'ouvrir totalement ses frontières à une échéance fixée et qui lui donne la visibilité requise pendant toute la durée de l'accord.

Après de longues et âpres discussions, il fut décidé lors du troisième round de négociation de « négocier différemment » l'agriculture et de retenir dans le « cadrage » des négociations le principe que « l'accord n'affecte pas le secteur agricole » (Aït Kadi, 2004). Puis on décida d'adopter le système des listes, chaque pays devant soumettre à l'autre les produits agricoles classés dans différentes listes, chacune étant soumise à un calendrier de démantèlement particulier. Les premières listes furent échangées lors du quatrième round de négociation. Ce n'est en fait qu'au cours du cinquième round – en octobre 2003 – que les deux parties commencèrent réellement à négocier. L'adoption de la méthode des listes déplaçait les négociations vers leur contenu, et plus précisément vers les produits considérés par les uns ou les autres comme étant plus ou moins sensibles et donc nécessitant les délais les plus longs ou même un régime particulier. Parallèlement à cet aspect, les négociateurs marocains avaient tenté d'en introduire d'autres, comme la nécessité d'accompagnement des réformes par des aides financières « compensatoires » américaines, ou la désignation d'un organisme marocain comme certificateur d'origine, pour atténuer les risques liés à la redoutable question des obstacles non tarifaires (comme c'était déjà le cas avec l'Union européenne). Malheureusement, là encore ces tentatives ne furent pas couronnées de succès.

Au total, force est de constater que c'est la vision américaine qui a globalement prévalu. L'approche « européenne » que le Maroc défendait, fondée sur « l'exception agricole », avec une première expérience de

libéralisation prudente et limitée dans le temps et dans le contenu, et assortie d'une clause de rendez-vous, cette approche fut écartée. Celle qui fut retenue n'ignore certes pas une partie de l'argumentation de l'autre approche, mais elle ne lui apporte qu'une seule réponse : en jouant sur le temps. A quelques exceptions près, qu'on expliquera plus loin, l'unique « flexibilité » admise a consisté à tolérer des délais de démantèlement tarifaire d'autant plus longs que le degré de sensibilité du produit a été reconnu élevé. Pour le reste, comme elle le souhaitait, la partie américaine a bien fini par obtenir un accord « global et visible » qui marque dès sa signature, de manière solennelle, l'engagement du Maroc d'ouvrir totalement ses frontières, de manière progressive mais à des échéances fixées dès le départ et de manière irrévocable.

3. Contenu de l'Accord

Le processus de libéralisation des échanges, et partant d'accès aux marchés des produits agricoles et agro-industriels, a été structuré autour de différentes listes de produits auxquelles correspondent des calendriers de démantèlement tarifaire précis, enclenchés à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord⁽¹⁾. Il existe des listes applicables aux exportations agricoles marocaines vers les USA (A,C,E,F,I,J,K,L) et des listes applicables aux importations marocaines en provenance des USA (A,C,D,E,G,I,J,K,L, auxquelles s'ajoutent les listes spécifiques suivantes : N,O,P,Q,R,S,T,X) ; on trouvera en annexe le détail des listes en question (tableaux 1, 2 et 3). On peut cependant noter que pour l'essentiel la liste A correspond aux produits dont l'accès en franchise douanière est immédiat. La liste B comprend les produits dont la libéralisation est rapide (2 ans). Quant aux listes C, D, E, F, G, I, J et K, elles correspondent à des produits dont le démantèlement des protections tarifaires est programmé sur des périodes respectivement de 5, 6, 8, 9, 10, 12, 15 et 18 ans. Les listes allant de N à T et X sont spécifiques à la partie marocaine et concernent des catégories de produits estimées devoir bénéficier d'un « traitement exceptionnel » en raison de leur caractère très sensible (voire « explosif », comme on le verra plus loin).

Nous examinerons le cas de l'accès des produits marocains au marché américain, avant d'étudier celui de l'accès des produits américains sur le marché marocain.

3.1. Accès des produits marocains au marché américain

En ce qui concerne les conditions d'accès des produits marocains sur le marché américain, on peut dire qu'une bonne part des produits susceptibles d'être exportés par le Maroc ont été inscrits sur la liste A. C'est notamment le cas des légumes frais (tomates, pommes de terre, concombres, cornichons, pois, haricots, artichauts, poivrons, courgettes...) et congelés (tomates, pommes de terre, haricots et pois...), des fruits (notamment les

(1) Pour une présentation du texte original de l'Accord de libre-échange, cf. le site américain de l'Office of the United States Trade Representative : www.ustr.gov, et pour des versions traduites en français, cf. les sites marocains des Affaires étrangères : www.maec.gov.ma, du commerce extérieur : www.mce.gov.ma, et de l'Administration de la Douane : www.douane.gov.ma. Voir aussi pour une présentation exhaustive de ce volet de l'Accord : Jaouad, 2006. Leila Jaouad, L'agriculture marocaine face aux accord de libre-échange, mémoire de troisième cycle, option Agroéconomie, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat, 2006 ; voir encore Akesbi, 2005a et 2006.

oranges, les petits fruits d'agrumes, les raisins, les pastèques, les pommes, les poires, les fruits à noyau et les fraises) et des légumes transformés (conserves de concombre, cornichons, câpres, olives – à l'exception des olives noires dénoyautées – huiles d'olives, tomates séchées ou en poudre, confitures...). Les autres produits soumis à des calendriers de démantèlement plus ou moins longs se distribuent sur les autres listes, mais les plus importants figurent sur les listes F, I, J et K. Parmi les produits dont la protection tarifaire ne sera donc complètement démantelée qu'au bout de périodes allant de 12 à 18 ans, on compte le fructose et le lactose, les jus d'agrumes, les conserves d'asperge, de poire et de nectarine, et les préparations de tomate, ainsi que les sauces de tomate, ces dernières étant du reste assorties de contingents de 300 et 200 tonnes respectivement (2).

(2) D'autres produits sont également astreints à des contingents, tels l'oignon et l'ail en poudre : 10 et 5 tonnes respectivement.

(3) Cf. MADRPM, 2004.

Au total, selon le communiqué officiel rendant public l'accord, l'accès immédiat et libre au marché américain serait possible pour 84 % des légumes, 86 % des fruits et pour la totalité des produits de la floriculture (3). Ainsi il apparaît que pour toute une série de produits marocains, de meilleures possibilités d'accès au marché américain sont désormais ouvertes. Encore faudrait-il être en mesure de les exploiter, ce qui est une autre histoire... En tout cas, ce sont les rédacteurs de la « Note » accompagnant la publication des termes de l'accord qui jugent nécessaire d'insister sur certaines conditions : développer l'offre marocaine, se conformer avec les mesures sanitaires et phytosanitaires, améliorer la connaissance par les professionnels du marché américain (4)...

(4) *Idem*.

3.2. Accès des produits américains au marché marocain

Ce sont évidemment les conditions d'accès des produits américains au marché marocain qui avaient posé le plus de problèmes lors des négociations. Pour les responsables marocains, l'accord finalement trouvé à ce niveau « traduit le bon équilibre entre la volonté du Maroc de s'ouvrir sur l'échiquier agricole international et l'impératif d'éviter une libéralisation non maîtrisée porteuse de grands risques pour l'économie nationale » (MADRPM, 2004). Ainsi, ils estiment qu'au niveau des listes A, B et C ils ont essentiellement privilégié « l'accès à la génétique et à la technologie américaine, et aux aliments pour l'élevage » ; mais celles-ci comprennent aussi des produits frais ou transformés pour lesquels le Maroc disposerait d'avantages compétitifs par rapport à l'origine américaine. Concrètement, cela signifie que des produits comme les pistaches, les noix de pékan, les pommes de terre congelées, les produits lactés, le fromage pour pizzas, les corn flakes ou certaines préparations à base de poulet sont admis à 0 % dès l'entrée en vigueur de l'accord. D'autres comme les noix, les raisins, les poires, les cerises ou encore les produits à base de dinde seront totalement démantelés sur une durée de 5 ans.

Au-delà de tous ces produits, somme toute relativement secondaires, un produit mérite une attention particulière, parce qu'il est de base. Il s'agit

du maïs et de ses dérivés qui a été placé en liste D, avec un processus de démantèlement accéléré : il bénéficie d'une réduction du tarif de 50 % dès la première année puis de 10 % par an pendant les 5 années suivantes, de sorte que son accès en franchise douanière interviendra au bout de 6 ans. Il y a là sans doute pour la première fois un « tabou » qui fut levé et qui peut prendre l'allure d'une petite révolution : l'ouverture totale du marché d'un « produit de base », fabriqué localement, est désormais programmée sur une période relativement courte, sans restriction aucune, ni de quantité ni de calendrier, ni peut-être même de « qualité » du produit...

En effet, connaissant les controverses qui agitent le débat sur la question des OGM à l'échelle internationale, en particulier au niveau du maïs d'origine américaine, on est pour le moins surpris de constater la facilité avec laquelle le Maroc a accepté d'ouvrir ses frontières à une telle catégorie de produits. Interrogés, les responsables marocains estiment que la question des OGM est distincte de celle du démantèlement tarifaire, et que, libre-échange ou pas, si un produit ne répond pas à certaines conditions de sécurité sanitaire, il ne peut accéder au marché marocain. Le problème est que les mêmes responsables reconnaissent que le pays ne dispose ni des moyens techniques (absence de laboratoires capables de détecter les produits contenant des OGM) ni même simplement juridiques (carence de textes permettant d'identifier les OGM ou seulement d'en imposer le signalement sur les produits concernés à travers la réglementation de l'étiquetage, Maaroufi, 2004). De sorte qu'il est fort probable qu'on se trouve en situation de consommation de produits OGM sans même le savoir ! En tout cas, ce qui apparaît difficile à admettre est qu'un engagement sur une question aussi complexe et sensible ait été pris sans qu'aucun débat national n'ait eu lieu sur la question, ne serait-ce que pour que chacun soit informé sur ses implications possibles.

Le maïs ayant été traité comme nous venons de le voir, les autres produits, considérés plus ou moins sensibles, sont traités dans d'autres listes. En fait, en simplifiant un peu, on peut retenir deux catégories de produits ayant chacun reçu un type de traitement particulier. La première concerne principalement les légumineuses, le lait et les produits laitiers, le riz, l'orge, les œufs, le miel et certaines préparations alimentaires. Les responsables ont estimé que tout en étant sensible, le processus de libéralisation de ces produits peut être maîtrisé grâce à la programmation de périodes de transition suffisantes et des clauses de sauvegarde appropriées. Ainsi, le démantèlement tarifaire, des légumineuses par exemple – liste K – devrait s'étaler sur 18 ans et s'effectuer de manière non linéaire (une période de grâce de 6 ans, puis un tiers de la réduction entre la septième et la douzième année, et enfin les deux tiers durant les 6 dernières années). L'orge devrait pour sa part suivre un processus de démantèlement linéaire sur une période plus courte de 15 ans (liste J). La protection tarifaire du beurre devrait aussi être démantelée de manière linéaire mais sur une période encore plus courte de 8 ans (liste E).

(5) *Idem.*

La deuxième catégorie de produits comprend ceux qui sont considérés « extrêmement sensibles », et même « explosifs », compte tenu des « enjeux politiques, économiques et sociaux liés à leur libéralisation dans le cadre d'un schéma conventionnel de libre-échange » (5). Il s'agit des viandes rouges, des viandes blanches et des blés, pour lesquels on peut dire que des régimes assez spéciaux ont été retenus.

Ainsi, en ce qui concerne les viandes rouges, on a commencé par opérer une distinction entre les viandes dites de « haute qualité » (appelées aussi « Hilton meat », destinées aux hôtels 4 et 5 étoiles et aux restaurants de luxe..., liste X) et celles qui sont de « qualité standard » (liste G). Pour les premières, les exportateurs américains pourront écouler un quota annuel de 4 000 tonnes, augmentant de 50 tonnes chaque année, et pour lequel le démantèlement douanier, à partir d'un taux de 45 %, se fera sur une durée de 5 ans, avec une réduction de 10 % la première année, le reste étant divisé en quatre tranches égales, chacune devant disparaître chaque année). Pour les quantités dépassant ce quota, le démantèlement, à partir du tarif NPF, se fera sur une période de 18 ans et de manière non linéaire (une période de grâce de 6 ans, puis un tiers de la réduction entre la sixième et la douzième année, et enfin les deux tiers durant les 6 dernières années). Quant aux autres viandes, notamment le bœuf standard, le quota retenu n'a été que de 2 000 tonnes, mais il devrait augmenter de 50 tonnes chaque année, et le démantèlement tarifaire se fera sur 10 ans, à partir du niveau NPF. Au-delà de ce quota, il n'est prévu que le maintien du tarif NPF.

Un montage comparable a été organisé en matière de viande blanche pour le poulet entier, avec un quota de 1 250 tonnes (mais devant augmenter de 100 tonnes par an), soumis la première année à un taux de 60 % et devant être ramené à zéro en 10 ans (liste O : réduction de 51,6 % la première année et suppression du reste en 9 tranches égales). Au-delà du quota en question, le tarif NPF devrait être démantelé en 19 ans de manière non linéaire (liste R) (6). Quant à certaines parties du poulet, tels les « quartiers postérieurs » (peu consommés par les Américains et qui pourraient inonder le marché marocain à des prix très bas), on a commencé par convenir d'un quota de 4 000 tonnes (augmenté de 200 tonnes par an), soumis à un tarif douanier de 60 %, lequel devrait être démantelé en 10 ans (liste O). Au-delà du quota, c'est le tarif NPF qui s'applique mais qui devrait lui-même être ramené à zéro en 25 ans de manière non linéaire (liste S) (7). Ceci étant, il faut noter que, ces deux produits sensibles étant à part, les autres produits de la volaille ont plutôt été classés soit en liste C (morceaux et abats congelés, préparations et conserves de dinde...), soit carrément en liste A (préparations de viande de coq et de poule, saucisses de volaille...).

Il reste enfin le cas des blés, tendre et dur. Le blé dur obtient un régime qui rappelle celui de la viande rouge standard, avec cette différence tout de même essentielle que le quota est ici autrement plus important : il atteint 250 000 tonnes et devrait même continuer d'augmenter de 10 000 tonnes

(6) Liste R : une période de grâce de 7 ans, des réductions de 4,6 % chaque année entre l'année 8 et l'année 13, et des réductions de 11,1 % chaque année durant les 6 dernières années.

(7) Liste S : une période de grâce de 10 ans, des réductions de 4,8 % chaque année pendant les 7 années suivantes, et des réductions de 8,3 % chaque année durant les 8 dernières années.

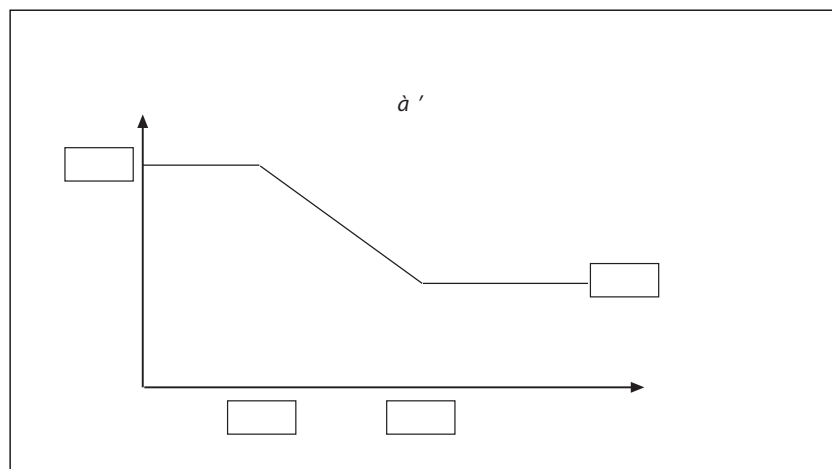
chaque année. Quant au tarif douanier, celui NPF, il devrait baisser de 25 % dès la première année, puis, à partir de la cinquième année, les 75 % restants seraient démantelés en six tranches annuelles égales (liste N). Au-delà du quota, le tarif NPF reste applicable.

Quant au blé tendre, le schéma qui lui a été appliqué est en gros identique à celui qui a été retenu avec l'Union européenne durant le dernier accord agricole conclu pour la période 2003-2007 (Akesbi, 2004a). Le principe est là encore d'indexer le quota d'importation sur le niveau de la production nationale, la seule différence étant que le niveau de départ des quotas est ici inférieur à celui accordé au partenaire européen (liste P). Ainsi, comme on peut le constater sur la figure suivante, pour une production nationale de blé tendre égale ou supérieure à 3 millions de tonnes, le quota d'importation commencerait dès l'entrée en vigueur de l'accord à un minimum de 280 000 tonnes (contre 400 000 tonnes pour l'UE) ; pour un niveau de production inférieur ou égal à 2,1 millions de tonnes, le quota monte à un maximum de 700 000 tonnes (1 million pour l'UE). Entre ces deux seuils, on appliquera la même formule linéaire que celle retenue avec l'UE pour la détermination du quota (8). Par la suite, les seuils de 280 000 et 700 000 tonnes devraient être augmentés linéairement pour atteindre au bout de 10 ans les niveaux respectifs de 400 000 et 1 million de tonnes. Les niveaux des tarifs préférentiels applicables à ces quotas sont également les mêmes que ceux obtenus par l'UE, à savoir une réduction de 38 % sur les niveaux NPF.

(8) Cette formule est la suivante : $Q = 2,59 - (0,73 \times P)$, Q étant le quota et P la production.

Figure 4

Régime d'accès du blé tendre américain sur le marché marocain



(9) Ainsi, pour la viande blanche, il est prévu, notamment pour le poulet entier, une « sauvegarde quantitative pendant la période de transition », et pour les quartiers postérieurs, « une sauvegarde quantitative pendant la période de transition et le maintien d'un tarif de 25 % au-delà de la période de transition pour tout accroissement des exportations supérieur à 5 % d'une année à l'autre ».

Comme dans tout accord de ce genre, des mesures de sauvegarde sont prévues. En l'occurrence, celles-ci apparaissent étroitement « encadrées » pour éviter tout recours abusif aux possibilités offertes par l'accord. C'est ainsi que, outre certaines clauses spécifiques à certains produits (9), il est prévu que le droit additionnel qu'une partie peut imposer sur un produit agricole originaire de l'autre partie, cumulé avec tout autre droit existant, ne peut dépasser le taux NPF en vigueur, ni se cumuler avec d'autres mesures de sauvegarde (comme celles de l'article XIX de l'accord général de l'OMC), ni même seulement exister à l'issue de la période de réduction à zéro d'un tarif.

Enfin notons que, en ce qui concerne les viandes rouges et les blés, le partenaire américain a tenu à ajouter une « clause de préférence », qui précise que le régime en question, et en tout état de cause, ne doit pas être « moins favorable que d'autres partenaires », ce qui semble être une précaution compréhensible quand sait qu'elle s'adresse en tout premier lieu aux « partenaires européens »... Le message est ainsi clairement énoncé : au moins pour certains produits qui les intéressent particulièrement, les américains n'accepteront plus que le Maroc accorde à l'UE un régime plus favorable que celui qui leur est réservé.

A l'issue de cette présentation des termes du volet agricole de l'accord Maroc-Etats-Unis, et dans la limite des données à ce jour disponibles, quelle appréciation peut-on porter sur leur contenu et – surtout – leur portée ?

4. Quelles premières appréciations ?

Au-delà des premières réactions, certes déjà significatives, nous examinerons les inégalités de traitement que cet accord crée, notamment au niveau des relations du Maroc avec son partenaire historique et privilégié qu'est l'Union européenne, ainsi que le surcroît de dépendance alimentaire qui peut en résulter pour le Maroc.

4.1. Premières réactions significatives

Après la conclusion de l'accord, on pouvait lire sur le site du United States Trade Representative que les avantages obtenus par les fermiers et éleveurs américains sur le marché marocain leur permettront d'être plus compétitifs face à leurs concurrents du Canada et de l'UE (entre autres) (10)... Pour sa part, l'American Farm Bureau Federation avait affirmé que l'accord de libre-échange Maroc-Etats-Unis sera hautement bénéfique et permettra une croissance importante des ventes de produits américains (11). Et l'importante organisation professionnelle d'ajouter que le gain pour l'agriculture américaine, qui a déjà un solde positif de ses échanges avec le Maroc, sera de l'ordre de 10 contre 1...

Plus généralement, les réactions des centres d'intérêts concernés aux Etats-Unis semblent avoir été favorables. Dans la presse et sur le site de l'USTR, la plupart des grandes compagnies américaines engagées ou susceptibles de

(10) « These results will give US farmers and ranchers a new tool to compete with Canada and the EU, among others, in Morocco's market. » (www.ustr.gov)

(11) Challenge Hebdo, Casablanca, 30.7 / 2.9.2004.

s'engager au Maroc ont exprimé leur satisfaction à la prise de connaissance des termes de l'accord (12).

En revanche, la réaction d'intellectuels et d'économistes indépendants a souvent été pour le moins sceptique. Ainsi, du côté américain, Joseph Stiglitz qui, de passage au Maroc, avait carrément déconseillé aux marocains de se hâter de signer un quelconque accord avec l'Administration Bush, avait ensuite estimé que l'accord finalement conclu « ne répond pas à l'objectif de développer l'économie d'un pays arabe dit modéré », mais « vise surtout à sauvegarder et promouvoir les intérêts de secteurs économiques assez puissants aux EU » (13). Jugeant que les accords de libre-échange « n'ont de libre que le nom », le prix Nobel d'économie avait auparavant expliqué au sujet du volet agricole que les EU continuent de subventionner leur agriculture et de se servir des barrières non tarifaires (comme les normes techniques, d'hygiène, de santé...), pour freiner les importations étrangères. S'agissant du cas du Maroc en particulier, il a fait remarquer que pour la plupart de ses produits d'exportation (à commencer par la tomate...), l'accord n'apporte rien puisque ces produits étaient de toute façon déjà quasiment libéralisés (ne bénéficiant ni de subventions ni de protection tarifaire significative). « En revanche, ajoutait-il, les Etats-Unis accèderont au marché marocain avec des produits moins chers, ce qui aura des répercussions sur les emplois. » (Stiglitz, 2004).

Du côté marocain, les critiques furent également nombreuses (Akesbi, 2004 ; Amar, 2004 ; Benali *et al.*, 2004 ; Imrani, 2003a & b ; Jamaï et Jamaï, 2004). Au-delà des critiques générales évoquées ailleurs dans ce texte, et pour ce qui concerne l'agriculture en particulier, on a largement mis en évidence l'énorme asymétrie entre les secteurs des deux pays (aux niveaux des ressources, des performances, de l'organisation...), déploré les handicaps structurels et « spécifiques » à l'agriculture et au monde rural du Maroc, souligné les obstacles « hors accord » qui limitent fortement les possibilités pour les exportateurs marocains de tirer avantage des opportunités ouvertes par l'accord, rappelé les soutiens et les protections dont bénéficie l'agriculture américaine, nécessairement facteurs de « concurrence déloyale », prévenu contre l'illusion qu'il y aurait à croire à une affluence des investisseurs américains au Maroc en conséquence de la signature de l'accord de libre-échange...

Lors de la conférence de presse organisée à l'issue de la conclusion des négociations, M^{me} Novelli, qui les avait conduites du côté américain, avait voulu rassurer l'opinion publique marocaine en disant que la partie marocaine n'est pas la seule à avoir « lâché du lest », ajoutant : « Nous avons fait également des concessions. » (Chaoui, 2004) Et il est vrai que la principale concession accordée à la partie marocaine a consisté à jouer sur le temps : accorder des délais pour le démantèlement tarifaire plus ou moins longs en fonction du degré de « sensibilité » des produits. Si quelques produits sont libéralisés dès l'entrée en vigueur de l'accord et d'autres – plus nombreux

(12) Voir sur le site de United States Trade Representative (www.ustr.gov) dans la rubrique « Ce qu'ils en pensent », les réactions, entre autres, de la compagnie Boeing, du groupe Pharma, de l'Alliance internationale pour la propriété intellectuelle (américaine), de l'Association américaine de l'industrie du disque...

(13) Article dans le *New York Times*, daté du 10 juillet 2004, rapporté par le *Journal hebdomadaire*, Casablanca, 17-23 juillet 2004, et par *Tel Quel*, hebdomadaire, Casablanca, 17-23 juillet 2004.

– le seront dans les cinq années qui suivent, force est de constater que la plus grande part des produits agricoles ne le sera que dans un délai de 15 ans, et pour quelques-uns ce répit peut aller jusqu'à 18, 19, voire 25 ans. On peut même dire que pour trois produits, la viande rouge « non-Hilton », le blé dur et le blé tendre, on a un peu admis l'esprit de « l'exception agricole », puisqu'ils restent soumis à des quotas et qu'au-delà des quantités fixées, le Maroc ne sera pas tenu de démanteler sa protection tarifaire, du moins spécifiquement en faveur des Etats-Unis et en vertu de l'accord de libre-échange.

Il reste que nous sommes face à un accord qui, pour l'essentiel, ne reconnaît pas au secteur agricole sa « spécificité », et, à quelques exceptions près, programme dès le départ et « une bonne fois pour toutes » la libéralisation du secteur face aux exportations américaines vers le Maroc. Il faut bien comprendre que, dès l'entrée en vigueur de l'accord, le « compte à rebours » a commencé, et en principe il est irréversible... Comme nous l'avons déjà souligné, cette démarche est radicalement différente de celle, prudente et pragmatique, qui a été retenue avec l'Union européenne.

4.2. Inégalités de traitement et devenir des relations Maroc-Union européenne

Au sujet du partenaire européen précisément, et au-delà de « l'exception du blé », il est clair que les Américains ont obtenu « presque trop facilement » (Amar, 2004) ce que les européens ont eu tant de mal à obtenir depuis trois décennies, alors même qu'ils sont les partenaires privilégiés et séculaires du Maroc depuis le premier accord d'association de 1969. Ce faisant, le Maroc se prive certes déjà de l'essentiel de l'argumentaire qui lui servait tant pour contenir les appétits européens (sensibilité et vulnérabilité du secteur agricole, et des produits de base en particulier, risque de déstabilisation du monde rural, etc.). Désormais, le verrou du « risque socio-politique » de la libéralisation des échanges agricoles a pratiquement sauté, et on imagine mal les négociateurs marocains ressortir ce type d'arguments à leurs homologues européens lors des négociations agricoles engagées en 2006, sans risquer à leur tour de recevoir en guise de rétorque quelques vérités peu agréables à entendre... En tout cas, il va de soi que désormais, tout ce qui a été accordé aux Etats-Unis, c'est-à-dire « tout, à quelques exceptions près », constitue non le point d'arrivée mais le point de départ des négociations agricoles avec l'Union européenne...

Un certain malaise entre le Maroc et l'Union européenne est déjà perceptible non seulement parce que le nouvel accord permet aux « fermiers et éleveurs » américains d'être plus compétitifs vis-à-vis de leurs concurrents européens sur le marché marocain (comme ils ne s'empêchent pas de le reconnaître eux-mêmes), mais aussi parce qu'il crée des inégalités de traitement au désavantage des exportateurs du vieux continent. En effet, un examen comparatif minutieux des concessions accordées par le Maroc

Le volet agricole : des engagements qui aggravent la dépendance alimentaire du pays

Tableau comparatif des concessions accordées par le Maroc à l'Union européenne et aux Etats-Unis d'Amérique, à l'importation de produits de base

Produits	Accord UE	Accord USA	Observations
Blé tendre	Réduction DD de 38 % Quota annuel en f/ production marocaine : $Q = 2,59 - 0,73 * P$	DD : 62 % Liste P (62% + droit add si tx de base > NPF) Quota annuel en f/prod. marocaine : $Q = 1,68 - 0,47 * P$	Mêmes avantages accordés aux USA et à l'UE Après 10 ans, le contingent accordé aux USA = contingent UE.
Blé dur	DD = 56,25% Ctg annuel de 5 000 t	DD = 56,3% Liste N (lib. en 10 ans) Ctg = 250000 t	Mêmes avantages douaniers à l'UE et aux USA Ctg USA > ctg UE
Orge	DD = 26,6 % Ctg = 100 000 t Droit de base = 35 %	Liste J (libéralisation en 15 ans) Droit de base = 35 %	UE : faible abattement des DD + Contingent maîtrisé USA : suppression progressive des DD en 15 an et sans ctg.
Maïs	Tarif préférentiel = 2,5% Ctg = 2 000 t	Liste D (libé. En 6 ans) Droit de base = 35 %	USA = Démantèlement des DD sur 6 ans sans ctg Faible ctg européen Avantage USA > avantage UE
Lait	DD : de 30 à 96 % Ctg = de 1 000 t à 4 000 t	Liste J (libé. en 15 ans) Droit de base = 17,5 %	Libéralisation programmée en 15 ans pour les USA Maintien de ctgts pour l'UE
Dérivés du lait	Beurre : DD : 10% Ctg = 8 200 t. Fromage : DD : 38 % Ctg : 100 t	Beurre : Liste E (libé. en 8 ans) Fromage : Liste C (libé. en 5 ans).	Libéralisation programmée en 5 ans (fromage) et 8 ans (beurre). Maintien de contingents pour l'UE
Graines oléagineuses	Exonération DD Ctg : Tournesol : 2 500 t Nav/colza : 1 250 t	Liste : A (Accès libre et immédiat)	Accès sans restrictions pour les USA Maintien de contingents insuffisants pour l'UE
Huiles brutes	Exonération de DD Ctg = Soja : 30 000 t Nav/colza : 12 500 t Tournesol : 4 000T	Liste : A (Accès libre et immédiat)	Accès sans restrictions pour les USA Maintien de contingents insuffisants pour l'UE
Viandes rouges	DD : 45 % Ctg = 4 000 t	Viande Hilton Liste : X (libé. En 5 ans) DD : 45% Ctg : 4 000 t Viande de qualité standard Liste : G (libé. En 10 ans) DD : 247,5 % Ctg : 2 000 t	USA : Libéralisation des ctg "Viande Hilton" en 5 ans et "Viande standard" en 10 ans Maintien de la protection hors contingents : UE : maintien de contingents et d'une protection tarifaire élevée.
Viandes blanches	Poulet entier DD : 80 % Ctg = 200 t Morceaux de dinde/dindon désossés, congelés, broyés DD : 38 % Ctg = 770 t	Poulet et dinde entiers Liste : O (libé. En 10 ans) DD : 60 % Ctg : 1 250 t Cuisses et ailes de volaille Liste : O (libé. En 10 ans) DD : 60 % Ctg : 4 000 t.	USA : contingents plus importants que ceux de l'UE et libéralisation en 10 ans Au-delà des contingents, libéralisation en 19 et 25 ans. UE : maintien de contingents faibles et d'une protection hors-contingents élevée

Source : Réalisé à partir des tableaux n°16 à 19, in Jaouad, 2006 (p.125-128).

à l'UE d'une part (dans le cadre du dernier accord agricole de 2003), et aux Etats-Unis d'autre part (en vertu de l'accord de libre-échange), révèle que le partenaire européen aurait déjà bien des raisons de redoubler d'ardeur revendicative (Jaouad, 2006). On trouvera dans le tableau suivant une comparaison des concessions accordées par le Maroc à l'Union européenne d'une part, et aux Etats-Unis d'Amérique d'autre part, pour des produits de base tels les céréales, les produits laitiers, les oléagineux et les viandes rouges et blanches.

Ainsi, à titre d'exemple, tous les produits américains qui sont libéralisés dès l'entrée en vigueur de l'accord avec les Etats-Unis restent, et au moins jusqu'en 2008, limités par des quotas et des protections tarifaires lorsqu'ils proviennent de l'Union européenne (c'est notamment le cas des graines oléagineuses et huiles brutes). La plupart des produits programmés pour être libéralisés avec les Etats-Unis durant les cinq premières années améliorent chaque année leur compétitivité – à raison des réductions tarifaires dont ils bénéficient – vis-à-vis des produits concurrents européens, puisque la situation de ces derniers est appelée à rester figée au moins jusqu'à la conclusion du prochain accord, après 2007 (c'est le cas du maïs, entre autres). Même les produits libéralisés sur des périodes plus longues gardent d'une manière ou d'une autre un certain avantage. C'est le cas par exemple des produits laitiers, dont les tarifs devraient disparaître sur des périodes allant de 5 ans (fromages) à 15 ans (lait), mais qui sont dès à présent débarrassés de toute limitation quantitative, alors que les produits européens équivalents demeurent pour leur part soumis à des contingents plutôt sévères.

« L'avance » prise par les Américains n'a même pas épargné certains produits « à traitement spécial » : si les exportateurs de l'UE gardent certes un avantage sur le quota du blé tendre (pas trop important cependant, et de toute façon appelé à être résorbé), il faut noter que sur le blé dur, les Américains ont obtenu un quota de pas moins de 250 000 tonnes (appelé à augmenter encore de 10 000 tonnes par an et promis à un démantèlement tarifaire total en dix ans), là où les européens doivent se contenter d'un petit quota de 5 000 tonnes limité de plus par un calendrier – allant du 1^{er} au 31 décembre. Enfin, en ce qui concerne les viandes, si l'avantage au niveau des viandes rouges ne concerne que des quotas qui demeurent relativement limités, en revanche les viandes blanches sont appelées à être totalement libéralisées, même s'il est vrai que les périodes apparaissent plutôt lointaines (19 et 25 ans).

Reste que tout porte à croire qu'en franchissant le seuil du libre-échange agricole avec les Etats-Unis d'Amérique, le Maroc se condamne à le franchir aussi, dès que possible, avec l'Union européenne. Sachant qu'aucune puissance n'acceptera des conditions de libéralisation moins avantageuses que celles accordées à la puissance concurrente, la tendance sera probablement à un certain alignement sur « ce qui existe », c'est-à-dire sur ce qui a déjà été conclu avec les Etats-Unis.

Au-delà de ces différences de traitement, il nous faut souligner une autre conséquence, plus stratégique parce qu'impliquant le devenir même du Maroc dans la région euro-méditerranéenne. En effet, il faut savoir que, en franchissant la pas du libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique, le Maroc s'interdit désormais la possibilité de signer à l'avenir un accord d'union douanière avec l'Union européenne, puisqu'un tel niveau d'intégration régionale – par définition supérieur à celui de la zone de libre-échange – suppose en plus un dispositif de protection tarifaire commun, ce qui n'est pratiquement plus possible dès lors que d'autres engagements de libéralisation sont déjà pris avec d'autres partenaires...

4.3. Dépendance alimentaire et « rentes d'ouverture »

En sachant qu'on s'achemine désormais vers une sorte d'alignement « par le bas », il faut savoir que « ce qui existe », même lorsqu'il prend l'allure rassurante de quotas bien encadrés dans le temps, peut conduire à des situations pour le moins paradoxales, comme celles d'accentuer la dépendance alimentaire du pays ou de créer de nouvelles rentes de situation, alors que les arguments qui plaident en faveur de la libéralisation des échanges promettent généralement l'élargissement des marges de manœuvre et la disparition des rentes grâce à l'accentuation de la concurrence. Pour illustrer cet état de fait, on peut prendre l'exemple du blé tendre dont la formule, déjà mise en œuvre avec l'Union européenne, satisfait parfaitement les responsables marocains (14).

En effet, s'engager sur des quotas relativement importants à des conditions de faveur vis-à-vis de quelques puissants fournisseurs comporte le risque d'en devenir dangereusement dépendant, avec les conséquences que peut impliquer une telle dépendance alimentaire. Car curieusement, alors que le libre-échange – et au-delà, la mondialisation – est censé accroître les marges de manœuvre des pays en leur permettant de s'approvisionner sur le marché mondial aux meilleures conditions de prix et de qualité possibles, en l'occurrence, c'est le contraire que l'on obtient. En s'engageant à s'approvisionner auprès de l'Union européenne et des Etats-Unis à des conditions qui privilégient ces deux sources d'approvisionnement par rapport au « reste du monde » (en l'occurrence une réduction tarifaire de 38 % par rapport au tarif commun), le Maroc ne se contente pas seulement d'octroyer une sorte de « rente d'ouverture » aux exportateurs de ces pays (Regnault, 2004), mais par là même, il se prive d'une bonne partie de ses propres marges de manœuvre (Akesbi, 2006). Ainsi, jusqu'à concurrence des quotas octroyés, il ne pourra tirer profit des opportunités du « marché mondial » (hors UE et USA), du moins tant que, à qualité égale, les « surcoûts » des blés européens et américains n'auront pas complètement annulé l'effet de la préférence tarifaire. Concrètement, cela veut dire que le Maroc peut tout à fait se trouver dans la situation où il ne peut acheter du blé ukrainien parce que, à qualité égale, ce dernier « n'est que » de 10 à 15 % moins cher...

(14) Lesquels d'ailleurs n'hésitent pas à la brandir devant les sceptiques pour expliquer que même lorsqu'il s'agit d'un produit très sensible, il est possible d'entamer un processus de libéralisation sans mettre en danger le secteur concerné.

Or, il faut savoir que, additionnés, les deux quotas sur lesquels le Maroc est désormais engagé vis-à-vis de l'UE et des Etats-Unis, en matière de blé tendre, atteignent des niveaux relativement importants puisque dès 2006, ils sont au minimum de 680 000 tonnes – dans le cas d'une production nationale supérieure à 3 millions de tonnes – et au maximum de 1,7 million de tonnes – si la production tombe en dessous de 2,1 millions de tonnes. Remarquons ensuite que les niveaux de production enregistrés au Maroc et autorisant les quotas maxima n'apparaissent pas particulièrement exceptionnels, ce qui aurait été de nature à faire croire à la faible probabilité de se trouver dans pareille situation. Une simple observation des séries de la production céréalière montre que celle de blé tendre s'est située en dessous du seuil de 2,1 millions de tonnes 6 fois durant la décennies 90, 4 fois durant les dix dernières années (1997-2006), et 7 fois durant les 15 dernières années (1991-2006). Si l'on convient qu'une telle éventualité peut se présenter presque une fois sur deux, il faudrait alors essayer d'évaluer ce que de tels quotas pourraient représenter par rapport au volume global des importations de blé tendre du pays, pour apprécier la fameuse « marge de manœuvre » dont le pays peut user en dehors de ses sources obligées que sont déjà les fournisseurs américains et communautaires.

Or si l'on retient à titre de référence les années 2000 et 2001, les dernières pendant lesquelles la production nationale avait été une fois nettement inférieure et une fois proche du seuil de 2,1 millions de tonnes, on constate que le volume moyen des importations de blé tendre généré par ces niveaux avait atteint 2,7 millions de tonnes. Il en découle que si l'on avait alors été soumis au respect du quota de 1,7 million de tonnes, celui-ci en aurait représenté 63 %. C'est dire que la « marge de manœuvre » aurait concerné à peine un peu plus du tiers des importations de blé tendre du pays, les deux tiers étant « plombés » par les engagements contractés dans le cadre d'accords dits de « libre-échange » ! Encore que cette proportion est fondée sur une moyenne (de deux années dont seule une est médiocre), ce qui signifie que dans le cas d'une année de mauvaise récolte, le taux de dépendance en question peut monter jusqu'à plus de 80 % (15).

La vérité est qu'en s'engageant de la sorte, le Maroc ne fait pas qu'institutionnaliser sa dépendance alimentaire déjà grande (16) en la liant par contrat à des centres d'intérêts déterminés, mais il n'est pas exagéré de considérer qu'en fait, il s'est imposé une sorte de « protectorat alimentaire » auprès des deux principales puissances qui comptent en la matière, un « protectorat » de surcroît durable, appelé à se perpétuer au moins aussi longtemps qu'il ne sera pas en mesure, s'agissant d'une denrée aussi sensible, de se passer de la « logique des contingents », c'est-à-dire à revendiquer précisément le libre-échange intégral...

Le dilemme est que l'agriculture marocaine d'aujourd'hui est loin d'être en mesure de soutenir un tel défi. Interrogés sur les gains éventuels que le Maroc pourrait tirer de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis,

(15) Sur la base des données de la campagne de 2004, M.Khald a calculé que les deux contingents USA-UE auraient pu atteindre 84 % des importations du Maroc de la même année, ce qui ne laisse qu'une « marge de manœuvre de 16 % ». Cf. Khald, 2005, p. 73.

(16) Il n'est pas inutile de rappeler que le Maroc compte parmi les 9 premiers pays importateurs de céréales dans le monde et les 5 premiers pays arabo-musulmans, derrière l'Algérie, l'Egypte, l'Irak et l'Iran...

responsables politiques et experts s'accordent sur cette réponse d'évidence : face à des coûts qui, eux, sont certains, il peut être possible de tirer avantage de cet accord à condition de réaliser et de réussir la mise à niveau de l'agriculture, et au-delà de l'économie marocaine (Louali, 2003 ; Serghini, 2004 ; MADRPM, 2004) ... Autrement dit, les coûts sont réels, les avantages seulement potentiels, peut-être et pour ainsi dire virtuels...

En effet, comment faire preuve d'optimisme alors que l'essentiel des réformes, au cœur de l'impérative mise à niveau, est à l'ordre du jour depuis plusieurs décennies, voire depuis l'indépendance du pays, il y a un demi-siècle ? Qu'il s'agisse des multiples et complexes problèmes de structures foncières, des déficits d'infrastructures et des conditions d'intensification de la production, des contraintes de préservation des ressources naturelles, des problèmes d'intégration des filières, d'organisation professionnelle, de commercialisation, de financement... tous ces problèmes sont anciens et l'impérieuse nécessité de leur trouver les solutions appropriées est affirmée et réaffirmée depuis fort longtemps (Akesbi, 2005b). Pourtant, à ce jour, force est de constater qu'aucun de ces grands problèmes – dont la conjugaison pèse tant sur la productivité, et partant sur la compétitivité du secteur – n'a encore reçu les réponses à même de permettre de les surmonter. Comment alors espérer réaliser en cinq ou dix ans ce qui n'a pu l'être en cinquante ans ?

5. En guise de conclusion : le paradoxe insoutenable

L'accord de libre-échange que le Maroc a signé avec les Etats-Unis d'Amérique n'est pas un accord isolé, mais il s'inscrit bien au contraire dans un contexte particulièrement marqué par une extraordinaire multiplication de ce genre d'accords, à tel point qu'il est permis de parler de véritable « boulimie libre-échangiste ». Notons en effet que, outre l'accord agricole signé avec l'Union européenne en 2003, le Maroc a signé toute une série d'autres accords de libre-échange avec d'autres partenaires : accord dans le cadre de la Ligue arabe, Accord « d'Agadir » (engageant, en plus du Maroc, la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie), accord avec l'Association européenne de libre-échange, accord avec la Turquie, accord avec les Emirats Arabes Unis... Tous ces accords devraient certes aboutir, à des degrés variables et dans des délais différents, à une libéralisation des échanges, agricoles notamment, et partant à vulnérabiliser l'agriculture marocaine.

En tout cas, en ce qui concerne l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique, que nous avons examiné dans ce texte, nous avons montré que celui-ci enclenche un compte à rebours qui, dans des délais plus ou moins longs en fonction du degré de sensibilité des produits concernés, conduira inmanquablement à l'ouverture du marché marocain aux productions américaines dont on sait bien qu'elles sont le fait d'une agriculture qui n'est pas seulement autrement plus compétitive que l'agriculture marocaine, mais aussi autrement plus soutenue et subventionnée par les pouvoirs publics...

Si la cause n'est pas nécessairement perdue, l'espoir n'est permis qu'à la condition que soient conduites avec continuité et détermination les réformes incontournables, capables de créer une rupture radicale avec les tendances du passé et de mettre en place les conditions d'un nouvel essor de la productivité et de la compétitivité. Le fait est que c'est précisément là que le bât blesse. L'activisme libre-échangiste contraste étrangement avec une grande passivité dans la conduite des réformes, pourtant si nécessaires à la poursuite même du processus de libéralisation... Un tel « paradoxe » est-il soutenable dans la durée ?

Naturellement non. Mais en vérité, et comme cela a déjà été souligné dès l'introduction de ce dossier, on ne comprendrait guère rien à cet accord avec les Etats-Unis d'Amérique si l'on ne gardait en permanence à l'esprit qu'il procède avant tout d'une décision politique, qu'il reste en dernière instance un projet politique avant d'être économique. Reste à savoir si le politique en l'occurrence peut donner sens à l'économique...

Références bibliographiques

- Aït Kadi (2004), « ALE Maroc-USA: Nous négocions un accord sur mesure et non un prêt-à-porter », Entretien avec M. Aït Kadi, négociateur du pôle agricole, *l'Economiste*, quotidien, 24 février.
- Akesbi N. (2004a), *Développement et politiques agro-alimentaires dans la région méditerranéenne*, Rapport national Maroc, 2003, Centre international des Hautes études agronomiques méditerranéennes, Paris.
- Akesbi N. (2004b), L'ALE avec les Etats-Unis : un leurre, Entretien, *Tel Quel*, hebdomadaire, Casablanca, 13-19 mars 2004.
- Akesbi N. (2005a), *Développement et politiques agro-alimentaires dans la région méditerranéenne*, Rapport national Maroc, 2005, Centre international des Hautes études agronomiques méditerranéennes, Paris.
- Akesbi N. (2005b), « Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine », *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Rabat.
- Akesbi N. (2006), « Accord de libre-échange Maroc-Etats-Unis : un volet agricole lourd de conséquences », *Région et développement*, n° 23, L'Harmattan, Paris.
- Amar A. (2004), Les non-dits d'un traité « précipité », *le Journal hebdomadaire*, Casablanca, 6-12 mars.
- Benali D., Akesbi N., Nafali H. et Jilali N. (2004), Table ronde « Accord de libre-échange, entre l'opportunité commerciale et les enjeux politiques ». Dossier en arabe, *Assahifa*, hebdomadaire, Casablanca, 12-18 mars.

- Benmansour S. (2003), « Libre-échange Maroc-USA : les coulisses des négociations agricoles », *la Vie économique*, hebdomadaire, Casablanca, 24 octobre.
- Bouachrine T. (2004), « Accord de libre-échange Maroc-USA, secrets des négociations » (en arabe), *Al Ayam*, hebdomadaire, 12-18 février.
- Chachdi Gh. (2004), *Perspective de développement des exportations agricoles du Maroc vers les Etats-Unis d'Amérique à la lumière du nouvel accord de libre-échange*, mémoire de 3^e cycle, option Agro-économie, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat.
- Chaoui M. (2004), « ALE Maroc-USA : Fassi-Fihri tente de rassurer », *l'Economiste*, quotidien, Casablanca, 5 mars.
- El Maâroufi M. (2004), « Contrôle alimentaire : des OGM dans nos assiettes », *la Vie économique*, hebdomadaire, Casablanca, 18 juin.
- Hmaïty A. (2004), « Libre-échange Maroc-EU : ce à quoi nous nous sommes engagés », *Tel Quel*, hebdomadaire, Casablanca, 13-19 mars.
- Imrani H. (2003a), « Impact probable de l'accord de libre-échange Maroc-USA », doc. ronéo, 14 pages, Rabat, janvier.
- Imrani H. (2003b), « L'accord de libre-échange Maroc-USA : nécessité d'une nouvelle approche », Doc. ronéo, 26 pages, Rabat, mai.
- Jamaï A. et Jamaï M. (2004), « Les dessous du libre-échange », *le Journal hebdomadaire*, Casablanca, 6-12 mars.
- Jaouad L. (2006), *L'agriculture marocaine face aux accords de libre-échange*, mémoire de 3^e cycle, option Agro-économie, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat.
- Khalid M. (2005), *La réforme des filières agricoles au Maroc : enjeux économiques et sociaux dans un contexte de libéralisation*, Rapport de stage de fin d'étude, Centre d'études et de recherches sur le développement international (Université d'Auvergne) et Service de coopération et d'action culturelle (SCAC, Ambassade de France à Rabat), août-novembre 2005.
- l'Economiste (2004), « ALE Maroc-USA : l'étau se resserre », Dossier, Casablanca, 8 janvier.
- Louali A. (2003), *Echanges commerciaux et compétitivité des agricultures marocaine et européenne*, Direction de la politique économique générale, Ministère des Finances et de la Privatisation, document de travail n° 85, Rabat, février.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes (2004), « Libre-échange entre le Maroc et les USA : défis de la mise à niveau agricole », *le Terroir*, Rabat, avril.
- Regnault H. (2004), « Note de présentation du programme "ACRALENOS" : analyse comparée des relations agricoles et agro-alimentaires en libre-échange Nord-Sud », doc. ronéo., 17 pages, février 2004.
- Serghini H. (2004), « Un pari dont la réussite dépend de l'amélioration de la productivité », entretien, *Annahar Al Maghribia*, quotidien, Casablanca, 8 juin 2004.
- Stiglitz J. (2004), Tous les accords de libre-échange ont induit des pertes d'emplois, interview accordée à l'hebdomadaire *Tel Quel*, Casablanca, 26 février-5 mars 2004.

Sites Internet

- Administration de la Douane, Maroc : www.douane.gov.ma.
- Ministère des Affaires étrangères, Maroc : www.maec.gov.ma.
- Ministère du commerce extérieur, Maroc : www.mce.gov.ma).
- Office of the United States Trade Representative, USA : www.ustr.gov.

Annexe

Tableau 1

Listes applicables aux exportations agricoles marocaines vers les USA

Listes	Traitement
A	Accès en franchise douanière immédiat.
C	Démantèlement linéaire en 5 ans : 5 tranches annuelles de 20 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
E	Démantèlement linéaire en 8 ans : 8 tranches annuelles de 12,5 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
F	Démantèlement linéaire en 9 ans : 9 tranches annuelles de 11,1 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
G	Démantèlement linéaire en 10 ans : 10 tranches annuelles de 10 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
I	Démantèlement linéaire en 12 ans : 12 tranches annuelles de 8,33 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
J	Démantèlement linéaire en 15 ans : 15 tranches annuelles de 6,67 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
K	Démantèlement non linéaire en 18 ans : – de l'année 1 à l'année 6 : maintien du taux de base – de l'année 7 à l'année 12 : réduction de 5,6 % chaque année – de l'année 13 à l'année 18 : réduction de 11,1 % chaque année
L	Les articles repris dans cette liste continuent de bénéficier de l'exonération des droits d'importation existants.

Source : Jaouad, 2006 et site USTR (www.ustr.gov).

Le volet agricole : des engagements qui aggravent la dépendance alimentaire du pays

Tableau 2

Listes applicables aux importations marocaines en provenance des USA

Listes	Traitement
A	Accès en franchise douanière immédiat.
C	Démantèlement linéaire en 5 ans : 5 tranches annuelles de 20 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
D	Démantèlement non linéaire en 6 ans : – réduction de 50 % des droits dès la première année – réduction de 10 % des droits chaque année entre l'année 2 et l'année 6
E	Démantèlement linéaire en 8 ans : 8 tranches annuelles de 12,5 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
G	Démantèlement linéaire en 10 ans : 10 tranches annuelles de 10 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
I	Démantèlement linéaire en 12 ans : 12 tranches annuelles de 8,33 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
J	Démantèlement en 15 ans : 15 tranches annuelles de 6,67 % chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
K	Démantèlement non linéaire en 18 ans : – de l'année 1 à l'année 6 : maintien du taux de base – de l'année 7 à l'année 12 : réduction de 5,6 % chaque année – de l'année 13 à l'année 18 : réduction de 11,1 % chaque année.
L	Les articles repris dans cette liste continuent de bénéficier de l'exonération des droits d'importation existante.

Source : Jaouad, 2006 et site USTR (www.ustr.gov).

Tableau 3

**Listes N-S applicables aux importations marocaines
en provenance des USA (listes propres à la partie marocaine)**

N	Démantèlement non linéaire en 10 ans : – de l'année 1 à l'année 4 : réduction de 75 % dès la première année – de l'année 5 à l'année 10 : réduction de 4,2 % chaque année.
O	Démantèlement non linéaire en 10 ans : – réduction de 51,6 % dès la première année – réduction de 5,37 % chaque année entre l'année 2 et l'année 10
P	Dès l'entrée en vigueur : – si NPF = taux de base à réduction de 62 % du taux de base – si NPF < taux de base à réduction de $[62\% + 0,275 (\text{taux de base} - \text{NPF})]$
Q	Démantèlement linéaire en 18 ans : 18 tranches annuelles de 5,55 %, chacune à partir de la première année de mise en œuvre.
R	Démantèlement non linéaire en 19 ans : – de l'année 1 à l'année 7 : maintien du taux de base – de l'année 8 à l'année 13 : réduction de 5,6 % chaque année – de l'année 14 à l'année 19 : réduction de 11 % chaque année
S	Démantèlement non linéaire en 25 ans : – de l'année 1 à l'année 10 : maintien du taux de base – de l'année 11 à l'année 17 : réduction de 4,8 % chaque année – de l'année 18 à l'année 25 : réduction de 8,64 % chaque année
T	Démantèlement non linéaire en 5 ans : – année 1 : réduction de 83,64 % du taux de base – de l'année 2 à l'année 5 : réduction de 4,09 % chaque année
X	Démantèlement non linéaire en 5 ans : – année 1 : réduction de 10 % du taux de base – de l'année 2 à l'année 5 : réduction de 22,5 % chaque année.

Source : Jaouad, 2006 et site USTR (www.ustr.gov).